



## « Ne nous oubliez pas, ne demeurez pas les bras croisés »

### Comment le Canada peut se réengager en RD Congo pour aider à y construire la paix et la prospérité

Novembre 2013

En juin 2013, **la délégation Femmes de courage de KAIROS** s'est rendue à Kinshasa et dans la province du Sud-Kivu à l'est de la République Démocratique du Congo où les membres ont constaté l'une des pires crises humanitaires sur la planète et ont offert l'accompagnement et la solidarité des Églises canadiennes. La délégation était composée du personnel de KAIROS, des représentants et des représentantes des organisations membres de KAIROS, de l'Alliance de la fonction publique du Canada et de deux partenaires africains de KAIROS : FECCLAHA et le Conseil des Églises du Burundi.

Le présent document d'information résume ce que la délégation a entendu des personnes sur le terrain et présente des recommandations pour une action constructive de la part du gouvernement du Canada.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA DÉLÉGATION

### UNE PIRE VIOLENCE SEXUELLE

En 2013, on constate une augmentation de la violence sexuelle dans l'Est de la RD Congo principalement en province du Sud-Kivu, mettant en cause les résultats atteints au cours des dernières années. Les victimes sont de plus en plus jeunes - y compris des fillettes âgées de deux ans - et les attaques surviennent de plus en plus dans la ville de Bukavu de même que dans les régions rurales. Le viol commis en RD Congo d'une manière brutale est utilisé comme arme de guerre, semble s'être répandu et banalisé dans la société en général.

Il y a plusieurs engagements internationaux à mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits, y compris les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies 1820, 1888, 1960, 2106; la Déclaration sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits adoptée cette année par le G8; et la plus récente Déclaration d'engagement à mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits à l'ONU.

KAIROS applaudit le Canada pour son appui de la Déclaration à l'ONU, adoptée en septembre 2013. Le véritable test de ces déclarations et engagements sera de voir si elle améliorera les conditions de vie des femmes dans des endroits comme la RD Congo. Le Canada et les autres 112 pays qui ont appuyé cette déclaration doivent



Avec le soutien de Héritiers de la Justice, des femmes rurales dans l'Est de la RD Congo s'organisent et mènent la lutte contre les violences basées sur le genre

**KAIROS** regroupe onze Églises et organisations d'Église dans une réponse de foi œcuménique avec partenaires au Canada et à l'étranger. Les membres de KAIROS sont : L'Assemblée annuelle canadienne de la Société religieuse des Amis (Quakers); Comité Central Mennonite Canada; Conférence des évêques catholiques du Canada; Conférence religieuse canadienne; Développement et Paix; L'Église anglicane du Canada; Église Évangélique Luthérienne au Canada; L'Église réformée chrétienne en Amérique du Nord (Société canadienne); L'Église presbytérienne au Canada; L'Église Unie du Canada; et Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial. Visitez notre site web : [www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org).

maintenant démontrer, en passant de la parole aux actes, que la prise en charge holistique des survivants et des survivantes est une priorité internationale et que les auteurs de violence sexuelle ne pourront plus perpétrer des viols en toute impunité.

## **DES SEMENCES D'ESPOIR SONT PLANTÉES DANS LES COMMUNAUTÉS À LA BASE**

**Face à une situation humanitaire désespérée et à des violations flagrantes des droits humains, les courageuses femmes qu'a rencontrées la délégation de KAIROS en RD Congo représentent une source d'espoir.** La délégation a directement observé l'action forte et transformatrice de Héritiers de la Justice, une organisation congolaise de défense des droits humains basée à Bukavu et qui a accueilli les visiteurs. Ses programmes d'éducation et sa clinique légale accompagnent les survivantes de la violence sexuelle, permettant ainsi aux femmes et aux filles de guérir, de refaire leur vie et de se former comme intervenantes para-légales et animatrices du changement social. Ce travail est en partie financé par KAIROS et par le Fonds pour la justice sociale de l'Alliance de la fonction publique du Canada. KAIROS croit que le Canada et les autres pays donateurs doivent canaliser un plus grand appui directement aux programmes à la base, dirigés et réalisés par la société civile congolaise plus précisément les actions de Héritiers de la Justice.

## **LES FEMMES COMME ACTRICES DE L'ÉDIFICATION DE LA PAIX**

**Rétablir la paix dans l'est de la RD Congo est une condition nécessaire pour mettre en place pleinement et avec succès d'autres éléments de solution tel l'empowerment des femmes ou la réforme du secteur minier.** La nécessité d'une paix durable revenait comme un thème important dans toutes les rencontres de la délégation. Les délégués de KAIROS se sont fait dire que les femmes doivent être des intervenantes clés dans les efforts d'édification de la paix pour que ceux-ci réussissent.

Les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (1325, 1889 and 2122) offrent un cadre international pour faire progresser ces enjeux. Le Canada et la RD Congo ont tous deux développé un Plan d'action en vue de mettre en œuvre ces résolutions et ainsi réaliser leurs engagements internationaux; mais, il existe peu de signes qu'ils ont commencé à initier un réel progrès en RD Congo. Trois ans après avoir lancé son plan d'action, le Canada n'a pas encore publié un rapport annuel sur le progrès de sa mise en œuvre.

## **NÉCESSITÉ D'UN PLUS GRAND ENGAGEMENT DU CANADA**

**Les consommateurs canadiens et, en général, occidentaux sont tous impliqués dans ce conflit régional par le biais des téléphones intelligents, tablettes et autres produits électroniques fabriqués avec des minéraux de la RD Congo. Puisque nous profitons des produits de cette région, nous devons toutes et tous jouer notre rôle pour mettre fin à la violence.**

La délégation de KAIROS a rencontré la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs dans ses bureaux à Bujumbura, au Burundi. Le Canada a joué un rôle important en appuyant la création de la CIRGL, qui a, à son tour, facilité de nombreuses ententes régionales visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre et à éliminer l'exploitation illégale des minerais. Cependant, le soutien du Canada à la diplomatie régionale et à la mise en œuvre de projets locaux a diminué au cours des deux dernières années. Il est crucial que le Canada continue à appuyer les efforts régionaux pour que ces plans et ententes soient mis en œuvre en produisant des éléments palpables et concrets au lieu d'amasser de la poussière.

**Selon madame Chantal Bilulu, coordonnatrice, Programme Femmes et Enfants au sein de Héritiers de la Justice :** *« Il est impérieux que les femmes ne demeurent pas inactives, qu'elles ne croisent pas les bras. Au contraire, elles doivent se tenir debout, agir et dénoncer. Brisons le silence et réclamons auprès de ceux qui sont au pouvoir de vouloir mettre en application les divers instruments juridiques qui protègent les droits des femmes. De ce fait, nous pourrons changer la situation des femmes partout dans le monde. »*

## MÉDECINS, PRÊTRES ET DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS SONT MAINTENANT DES CIBLES

**Les femmes et les hommes qui se portent à la défense des droits humains et offrent aux victimes de violences sexuelles un soutien juridique, médical ou spirituel sont devenus des cibles majeures de la violence et atteinte à la vie.**

Les leaders des Églises et les professionnels de la santé à Bukavu ont rapporté à la délégation des événements troublants à propos de prêtres, médecins et infirmières et infirmiers qu'on a kidnappés, menacés de mort ou autrement harcelés à cause de leur travail. Protéger les civils œuvrant à reconstruire les institutions civiles et portant secours aux plus vulnérables : voilà qui doit devenir une plus grande priorité pour le Canada, les autres pays donateurs et les institutions multilatérales.

KAIROS s'inquiète fortement de l'impunité dont continuent de bénéficier les auteurs de l'assassinat en juillet 2005 de monsieur Pascal Kabungulu, ex-secrétaire exécutif de Héritiers de la Justice. M. Kabungulu était un éminent défenseur des droits humains dans le Sud-Kivu en particulier et de renommée internationale en général ; des hommes armés et en uniforme militaire l'ont abattu dans sa maison sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Sa veuve et ses orphelins qui ont subis de fortes menasses de mort se sont enfuis au Canada comme réfugiés. Le dossier sur le procès de l'assassinat de M. Kabungulu a été transférée à la cour militaire de Kinshasa, mais elle s'étire indéfiniment sans qu'aucune audition ne soit prévue. La délégation de KAIROS a rencontré des représentants de l'ambassadeur du Canada à Kinshasa pour porter ce cas à leur attention et demander que le Canada use des canaux diplomatiques pour que la famille Kabungulu puisse enfin voir la justice se réaliser.



La délégation de KAIROS commémore la vie et l'action de Pascal Kabungulu, à Bukavu, RD du Congo, 23 juin 2013.

## L'EXPLOITATION MINIÈRE NE RÉALISE PAS SES PROMESSES

**Malgré son riche potentiel minier, la RD Congo n'a pas traduit l'extraction des minéraux en résultats positifs de développement.** Les compagnies minières étrangères actives en RD Congo ne font pas assez d'efforts pour respecter les droits humains et partager avec les populations locales les bénéfices des ressources naturelles. La transparence est essentielle à la bonne gouvernance de l'industrie extractive. Au moment de la délégation, la RD Congo n'avait pas mis en œuvre les normes de transparence en matière de revenus et était sous le coup d'une suspension par l'Initiative relative à la transparence des industries extractives (ITIE).

Le Canada pourrait appuyer au plan international de meilleures pratiques dans l'industrie extractive en mettant en place de nouveaux mécanismes pour rendre les compagnies plus responsables. La création au Canada d'un ombudsman de l'industrie extractive pour enquêter sur la conduite à l'étranger des entreprises et proposer des mesures de réparation aiderait à résoudre les conflits liés aux activités minières et à garantir le respect des normes internationales en matière de droits humains. De plus, celles et ceux qui croient avoir subi un préjudice à cause des activités des compagnies minières canadiennes doivent avoir accès aux tribunaux canadiens.

L'exploitation minière artisanale est une source de subsistance pour des millions de Congolais. Pour améliorer leurs conditions de vie, ce secteur doit être réglementé et officialisé. Le développement de mécanismes de certification de l'exploitation minière artisanale doit inclure la participation et le monitoring des communautés locales pour avoir une chance de bien fonctionner. Créer des coopératives pourrait offrir un modèle si elles sont gérées de façon démocratique et réceptive aux besoins locaux.

## RECOMMANDATIONS ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT DU CANADA

### Mettre fin à la violence sexuelle et à l'impunité

La délégation de KAIROS s'est fait dire que le Canada peut avoir un impact positif en RD Congo et dans la région de diverses manières :

1. En investissant dans l'empowerment des femmes et dans les efforts d'édification de la paix réalisés par **la société civile congolaise œuvrant à la base**, comme par exemple Héritiers de la Justice, tout en continuant à appuyer de larges efforts multilatéraux aux paliers national et régional.
2. En mettant en œuvre les **engagements internationaux du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité**(octobre 2010)— y compris de nouvelles ressources et actions pour impliquer les organisations féminines dans la recherche de solutions; **la pleine mise en œuvre (et les rapports sur) le Plan d'action national du Canada**; et le travail avec les institutions internationales, telles que la Cour pénale internationale.
3. En réclamant la réouverture immédiate et le traitement convenable de **la cause du meurtre non résolu de Pascal Kabungulu**, défenseur des droits humains et ex-secrétaire exécutif de Héritiers de la Justice, et dont les membres survivants de sa famille se sont réfugiés au Canada.
4. En procurant un appui diplomatique et financier à **la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL)**, particulièrement pour mettre en œuvre les plans régionaux visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe, à faire pression au pouvoir pour éliminer l'exploitation minière illégale et à promouvoir la paix.

### Promouvoir une extraction minière responsable

De plus, le gouvernement du Canada peut promouvoir une exploitation minière responsable en RD Congo et dans la région de diverses manières :

5. En mettant en application une **transparence de revenus obligatoire au Canada** contraignant les compagnies à divulguer tous les paiements faits à des gouvernements projet par projet sans exception, et en encourageant le gouvernement de la RD Congo à se conformer à **l'Initiative relative à la transparence des industries extractives (ITIE)**.
6. En renouvelant le financement par le gouvernement canadien de **l'établissement de mécanismes de certification minière** en RD Congo et dans les pays voisins afin d'éliminer l'exportation illégale de minéraux et améliorer les conditions de vie des femmes et des hommes engagés dans l'exploitation minière artisanale.
7. En exigeant des compagnies canadiennes **qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable quant à l'origine des minerais** en provenance de la RD Congo et des pays voisins en accord avec les normes de l'OCDE (Loi C-486).
8. En créant au Canada un **poste indépendant d'Ombudsman de l'industrie extractive** pour enquêter et faire des recommandations sur la conduite à l'étranger des compagnies canadiennes, y compris celles qui sont activement présentes en RD Congo.
9. En procurant **l'accès aux tribunaux canadiens aux non-Canadiens** qui se croient être victime d'un grave préjudice causé par les activités à l'étranger des compagnies extractives canadiennes, incluant celles qui sont activement présentes en RD Congo.

*Pour plus ample information, veuillez communiquer Mr Ian Thomson, coordonnateur des Partenariats sur les ressources et les droits, à [ithomson@kairoscanada.org](mailto:ithomson@kairoscanada.org), ou avec Rachel Warden, coordonnatrice des Partenariats Femmes de courage, à [rwarden@kairoscanada.org](mailto:rwarden@kairoscanada.org).*